



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux  
affaires départementales**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRÊTÉ N°52-2024-M-00058 DU 18 NOV. 2024**

**portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'un parc éolien  
par la société Centrale Éolienne de Production d'Énergie (CEPE)**

**DE HAUT CHEMIN**

**sur le territoire des communes d'AGEVILLE, d'ESNOUVEAUX  
et de LANQUES-SUR-ROGNON**

**La Préfète de la Haute-Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 modifiée et notamment son annexe IV fixant la liste des espèces animales et végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection stricte sur le territoire des États membres de l'Union européenne ;

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 511-1, R. 181-45, L. 553-1, R. 511-9, L. 512-20 et R. 512-69 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et notamment ses articles 12 et 26 ;

**VU** les permis de construire n° **PC 052 001 11C0001, PC 052 190 11C0001, PC 052 271 11C0002** délivrés le 06 janvier 2012 respectivement sur le territoire de la commune de **AGEVILLE**, le territoire de la commune de **ESNOUVEAUX** et le territoire de la commune de **LANQUES-SUR-ROGNON** ;

**VU** la déclaration d'antériorité du 26 juin 2012 effectuée par la société **CEPE DE HAUT CHEMIN** conformément à l'article L. 553-1 du Code de l'environnement concernant les permis de construire délivrés sur le territoire des communes de **AGEVILLE, ESNOUVEAUX et LANQUES-SUR-ROGNON** ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) du Grand Est établi le 19 septembre 2024 comme suite à la visite le 29 août 2024 du parc éolien exploité par la **CEPE DE HAUT CHEMIN** à **AGEVILLE, ESNOUVEAUX et LANQUES-SUR-ROGNON** ;

**VU** les observations formulées le 03 octobre 2024 par la société CEPE DE HAUT CHEMIN sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** la gravité des atteintes potentielles aux intérêts protégés par l'annexe IV de la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 fixant des listes d'espèces animales et végétales d'intérêt européen qui nécessitent une protection stricte sur le territoire des États membres de l'Union européenne ainsi que par l'article L. 411-1 du Code de l'environnement dans le cadre des nécessités de préservation du patrimoine naturel justifiant la conservation d'espèces animales non domestiques et caractérisées notamment par les mortalités occasionnées sur les chiroptères lors du fonctionnement du parc éolien (collision et barotraumatisme) ;

**CONSIDÉRANT** que ces espèces sont protégées conformément à l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'impact du parc éolien exploité par la CEPE DE HAUT CHEMIN sur le territoire des communes d'AGEVILLE, ESNOUVEAUX et LANQUES-SUR-ROGNON sur les chiroptères justifie la mise en place de prescriptions complémentaires destinées à prévenir leur mortalité telles que l'arrêt des aérogénérateurs au cours des périodes d'activité de cette espèce ;

**CONSIDÉRANT** que la CEPE DE HAUT CHEMIN a, d'ores et déjà, mis en place les prescriptions complémentaires d'arrêt des aérogénérateurs H7 et H10 de ce parc éolien pour la préservation des chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que, en application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, un suivi environnemental de ce parc est en cours de réalisation par la CEPE de HAUT-CHEMIN ;

**CONSIDÉRANT** que cet arrêté vise notamment la protection des chiroptères par bridage et que les conditions de ce bridage seront réévaluées après analyse du suivi environnemental de 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que, au regard du niveau de fréquentation et des comportements à risque du Milan royal identifiés par les suivis environnementaux de ce parc éolien, l'inspection des installations classées estime qu'il y a un enjeu fort pour cette espèce ;

**CONSIDÉRANT** que, les prescriptions complémentaires étant inhérentes et normales à la vie du parc éolien exploité par la CEPE de HAUT-CHEMIN et participant à l'amélioration de son intégration dans l'environnement, il n'est pas nécessaire de réunir la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites. Cette instance sera néanmoins informée de la mise en œuvre de ces prescriptions complémentaires lors d'une prochaine réunion ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1 : Champ d'application**

La société CEPE DE HAUT CHEMIN, dont le siège social se situe 7, rue du Parc de Clagny – 78 000 VERSAILLES, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien situé sur le territoire des communes d'AGEVILLE, d'ESNOUVEAUX et de LANQUES-SUR-ROGNON.

## Article 2 : Prescriptions complémentaires

La société CEPE DE HAUT CHEMIN met en œuvre des prescriptions complémentaires en faveur :

- **Des chiroptères** par l'arrêt des machines H7 et H10 du parc éolien selon les paramètres suivants :
  - du 1er juillet au 31 octobre ;
  - par des températures supérieures à 10 °C ;
  - par des vitesses de vent inférieures ou égales à 4 m/s ;
  - sur une tranche horaire allant de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le coucher du soleil soit toute la nuit ;
  - en absence de précipitations.
- **Du Milan royal** par la réalisation d'une étude spécifique Milan royal en 2025 comprenant un nombre minimum de 8 jours de terrain répartis comme suit :
  - **5 sorties entre mi-mars et mi-avril (installation des couples), plutôt entre 10h et 17h ;**
  - **3 sorties entre mi-mai et mi-juillet (nourrissage des jeunes), plutôt entre 9h et 13h.**

Les prospections doivent être réalisées par temps clair et ensoleillé, à partir de points d'observation élevés qui offrent un grand angle d'observation, en favorisant une recherche concentrique autour du projet.

Cette étude doit permettre de localiser les secteurs de cantonnement des couples, d'identifier clairement les zones de chasse et les voies de déplacements autour du parc éolien.

## Article 3 : Voies de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du Code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54 000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

#### **Article 4 : Notification et publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies d'AGEVILLE, d'ESNOUVEAUX et de LANQUES-SUR-ROGNON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Une copie du présent arrêté sera affichée pendant une durée d'un mois minimum dans les mairies d'AGEVILLE, d'ESNOUVEAUX et de LANQUES-SUR-ROGNON.

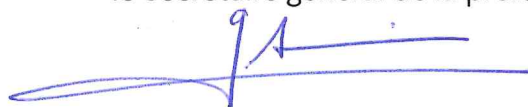
Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CEPE DE HAUT CHEMIN et dont une copie sera transmise aux maires des communes d'AGEVILLE, d'ESNOUVEAUX et de LANQUES-SUR-ROGNON.

Fait à Chaumont, le 18 NOV. 2024

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture



Guillaume THIRARD